

La participation de la société civile aux programmes forestiers nationaux: vers la mise en œuvre concertée des politiques forestières

Les expériences du Honduras, des Philippines et du Niger montrent comment le gouvernement et la société civile peuvent œuvrer de concert pour réaliser la gestion durable des forêts.

Le thème qui se répétait sans relâche au cours des réunions du Comité des forêts 2005 était le suivant: Comment améliorer la participation de la société civile à la gestion durable des forêts?

Le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux et la FAO, ainsi que leurs partenaires, s'emploient à promouvoir les programmes forestiers nationaux participatifs dans les pays membres. Ils ont organisé une session collatérale le 14 mars pour échanger des expériences et stimuler le processus d'apprentissage. Les débats se fondaient sur des exemples présentés par le Honduras, les Philippines et le Niger.

L'Agenda Forestal Hondureña, une organisation autonome, réunit 19 organisations représentant les parties prenantes intéressées à l'utilisation et à la conservation des ressources forestières du Honduras. Les exploitants forestiers, les associations des industries forestières, celles des populations autochtones, les organisations non gouvernementales (ONG) s'occupant de l'environnement, les institutions du gouvernement central et local, les centres universitaires et de recherche et les partenaires de la coopération se réunissent tous les mois pour analyser leurs points communs et leurs divergences, afin de trouver des solutions harmonieuses aux problèmes du secteur forestier. Le dialogue, les prises de décision conjointes et le travail en collaboration sont à la base de la mise en œuvre réussie des politiques et lois forestières du Honduras.

L'ONG philippine, Yakap Kalikasan Tunga sa Kaunlaran ng Pilipinas, Inc., encourage les communautés locales à collaborer à la mise en œuvre générale des politiques forestières

du pays en garantissant leur participation en connaissance de cause aux activités de gestion communautaire des forêts. Ces activités sont l'épine dorsale de la stratégie des Philippines visant la promotion de l'utilisation durable des forêts en vue de la réduction de la pauvreté.

Au Niger des enseignements sont tirés de l'expérience d'autres types de programmes forestiers nationaux. La Direction de l'environnement, avec l'aide du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux, établit des modalités visant à inviter les communautés locales, les organisations de la société civile et d'autres institutions publiques à participer à son programme forestier national. Des ONG locales, comme l'Organisation de soutien à l'émergence d'initiatives locales en matière d'environnement et de développement durable (OSE ILED), se joignent maintenant aux efforts communs visant à réaliser la durabilité et à améliorer les conditions de vie des communautés tributaires de la forêt.

Ces quelques exemples montrent comment les politiques forestières ne relèvent pas d'un seul organisme de la société (qu'il soit public ou privé) mais sont le résultat d'efforts conjoints entrepris pour faire de la durabilité une réalité. Pour que les politiques soient à même de promouvoir l'utilisation correcte et la conservation des ressources naturelles, il faut que toutes les parties intéressées participent à leur formulation.

Les expériences comme celles présentées par le Honduras, les Philippines et le Niger influencent, d'une façon ou d'une autre, la participation de la société civile aux programmes forestiers nationaux dans le monde entier.

Pour que les politiques soient à même de promouvoir la gestion durable des forêts, il faut que toutes les parties prenantes participent à leur formulation (réunion sur la foresterie communautaire, Honduras)



FAO/IS/919/G.BIZARRI